Urcel : finances de la commune

Commune · Aisne (02) · 551 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Urcel affichait un encours de dette de 682 k€, soit 1 238 € par habitant, une épargne brute égale à 8,1 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 14,9 ans.

Dette par habitant
1 238 €
682 k€ au total

Capacité de désendettement
14,9 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
8,1 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
937 € / hab.
516 k€ au total

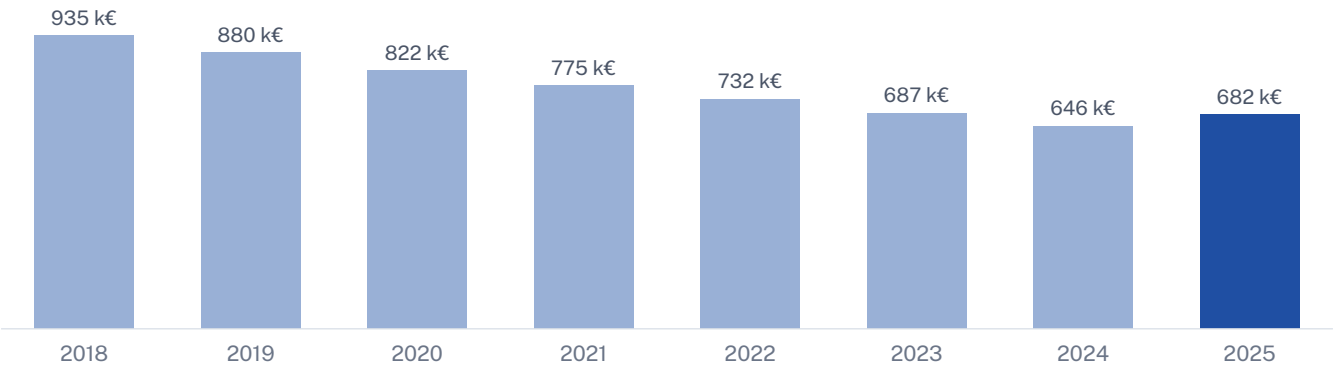
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	937 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	42,3 %	396 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	8,1 %	83 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Zone de vigilance).
Est-elle endettée ?	1 238 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Au-delà du plafond).
Investit-elle ?	134 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	482 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 935 k€ en 2018 à 682 k€ en 2025 (-27 %). Valeur la plus basse : 646 k€ en 2024.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	935 k€	21,9 %	9,6 ans	6 587 €
2019	880 k€	23,6 %	7,8 ans	18 k€
2020	822 k€	23,7 %	7,5 ans	96 k€
2021	775 k€	31,1 %	4,7 ans	189 k€
2022	732 k€	17,6 %	7,9 ans	184 k€
2023	687 k€	17,1 %	7,4 ans	157 k€
2024	646 k€	18,7 %	6 ans	134 k€
2025	682 k€	8,1 %	14,9 ans	74 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Urcel	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 238 €	356 €	+247,9 %
Impôts locaux par habitant	482 €	431 €	+11,7 %
Frais de personnel par habitant	396 €	266 €	+48,8 %
Investissement par habitant	134 €	230 €	−41,7 %
Taux d'épargne brute	8,1 %	15,7 %	
Capacité de désendettement	14,9 ans	2,9 ans	

Jumelles : Villers-sur-Fère (02), Anzême (23), Teurthéville-Bocage (50), Sainte-Lheurine (17), Saint-Priest-de-Gimel (19), Saint-Martin-de-Sescas (33), Ardenay-sur-Mérize (72), Versigny (02), Forest-en-Cambrésis (59), Saint-Judoce (22). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	587	551	−6,1 %	−2,6 %
Dette par habitant	1 499 €	1 238 €	−17,4 %	−38 %
Impôts locaux par habitant	386 €	482 €	+24,8 %	+27,6 %
Frais de personnel par habitant	271 €	396 €	+46,2 %	+22 %
Taux d'épargne brute	23,6 %	8,1 %	−15,5 points	−1,8 point
Capacité de désendettement	7,8 ans	14,9 ans	+7,1 ans	−0,3 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 427 €		1 170 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Urcel	Comparaison
Habitants (2023)	534	+0,4 % depuis 2012 (département : −3,2 %)
65 ans ou plus (2023)	20,8 %	département : 22 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0,9 pour 100 habitants	département : 6,9
Salariés du secteur privé (2025)	97	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	107	−19,5 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	111,5	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

210 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 90 emplois, soit 41 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	1,9 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	2,4 %	5,5 %	6,6 %	10,6 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	18,4 %	9,9 %	20,1 %	11,7 %
Professions intermédiaires	28 %	24,9 %	26,4 %	9,6 %
Employés	30,4 %	28,9 %	26,1 %	46,8 %
Ouvriers	20,8 %	28,8 %	19,5 %	21,3 %

Professions les plus exercées par les habitants : Hauts-de-France

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	44 400	1,9 %
Infirmiers en soins généraux salariés	42 380	1,8 %
Enseignants titulaires du primaire	40 790	1,7 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	39 750	1,7 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	39 150	1,7 %
Conducteurs de poids lourds	38 180	1,6 %
Ouvriers du nettoyage	38 050	1,6 %
Secrétaires, employés de la bureautique	36 840	1,6 %
Agents de service des établissements de santé	31 580	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	28 210	1,2 %
Employés de libre-service du commerce	26 660	1,1 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	26 600	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Aisne (02)) : 13 088 au moins, dont 37,6 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Viticulteurs, arboriculteurs	2 399	28,9 %
Agriculteurs	1 136	40 %
Agents d'entretien de locaux	660	22,4 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	530	55,1 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	381	8,1 %
Employés de libre service	360	6,4 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	335	22,1 %

Métier	Projets	Difficiles
Aides-soignants	315	36,8 %
Maraîchers et horticulteurs	271	81,9 %
Caissiers	271	10 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Urcel
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	171 k€ pour 17 projets
Par habitant	310 € (communes de même taille : 210 € ; département : 187 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	44 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Amenagement d'une citerne enterree pour la protection incendie	16 010 €
2023	DETR	Amélioration énergétique des 2 logements communaux situés 1 et 3 place du four banal	11 088 €
2024	DETR	Travaux d'amelioration energetique de la mairie-ecole-bibliotheque tranche 1	9 536 €
2024	DETR	Securisation des ecoles	2 670 €
2025	DETR	Installation d'un systeme d'alarme incendie et PPMS pour le regroupement scolaire et la mairie	2 660 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.